



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Le Ministre*

Paris, le 21 octobre 2016

Madame, Monsieur,

Etre policier, c'est vouloir protéger les Français de toutes les formes de violence. C'est la raison d'être de votre engagement, qui vous conduit, en prenant tous les risques, à servir la France et la République. La colère et le malaise que vous exprimez résultent d'un quotidien dans lequel vous ne vous reconnaissez plus. Mais ils témoignent aussi de votre légitime volonté d'accomplir avec exigence vos missions, dans des circonstances de plus en plus difficiles, pour des raisons qui tiennent notamment à la menace terroriste.

Chaque jour, je mesure les sacrifices auxquels vous devez consentir pour vivre votre vocation. Depuis des mois en effet, aux côtés de vos collègues gendarmes, vous êtes mobilisés sur tous les fronts à la fois : la menace terroriste, les conséquences de la crise migratoire, le maintien de l'ordre public, la lutte contre des formes de plus en plus violentes de la délinquance. Pour tous les Français, vous êtes les sentinelles de la République, présents 24 heures sur 24, 365 jours par an.

Tout comme moi, les Français mesurent les conditions éprouvantes dans lesquelles vous accomplissez vos missions. Tout comme moi, ils vous font confiance et savent pouvoir compter sur vous, car ils constatent chaque jour les risques que vous prenez pour que l'ordre soit maintenu et que la justice passe. Les Français ont pour vous une immense gratitude. C'est pourquoi ils vous soutiennent et vous placent au premier rang des agents des services publics auxquels ils accordent leur confiance.

Les Français aiment leurs policiers, ils aiment leurs gendarmes.

Vous exercez un métier particulièrement dangereux. Quiconque fait le choix courageux de s'engager dans la Police ou dans la Gendarmerie s'expose au risque d'être blessé ou même tué pour protéger nos concitoyens.

Depuis plusieurs mois, un nouveau palier a été franchi dans la violence à laquelle vous êtes confrontés. En témoignent l'assassinat terroriste du commissaire Jean-Baptiste Salvaing et de Jessica Schneider, à leur domicile de Magnanville, le 13 juin dernier, ou l'attaque perpétrée par une bande de criminels, le 8 octobre à Viry-Châtillon, contre quatre de vos collègues accomplissant une mission de surveillance dans le quartier de la Grande Borne.

Je comprends votre colère, même si celle-ci ne saurait en aucun cas justifier la prise à partie, le 18 octobre dernier à Evry, de votre directeur général Jean-Marc Falcone. Celui-ci, qui a toute ma confiance, est un grand policier et un grand serviteur de l'Etat. Le respect qui est dû à chacun est une valeur avec laquelle je ne transigerai pas.

Je comprends votre colère, car de tels actes, de telles violences sont intolérables, et je ne les tolérerai jamais. La réponse pénale doit bien entendu être à la mesure de la gravité de ces faits. Tous ceux qui s'en prennent aux représentants de l'ordre, tous ceux qui défient l'autorité légitime de l'Etat, doivent savoir que la République sera intraitable avec eux et qu'ils répondront de leurs actes. Ce sera aussi le cas après l'attaque barbare dont vos collègues ont été victimes à Viry-Châtillon. Il ne peut en être autrement. Et il doit en aller de même pour tous les délinquants que vous interpellez et remettez à la justice.

Face aux expressions de cette colère, j'ai immédiatement voulu rencontrer vos représentants.

Cette réunion a été l'occasion pour moi de souligner que, depuis maintenant quatre ans, la politique de sécurité conduite par le Gouvernement ne poursuit qu'un seul et unique objectif : vous redonner les moyens de travailler, dans des conditions optimales d'efficacité, pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

Un effort inédit a ainsi été consenti pour renforcer les effectifs : 4 600 policiers seront sortis des écoles cette année, et 4 600 autres l'année prochaine. Ces renforts sont d'ores et déjà tangibles - je pense notamment aux 300 affectations décidées pour la Seine-Saint-Denis et aux 200 programmées pour l'Essonne - et les arrivées continueront de profiter à l'ensemble des forces, quelles que soient les missions dont elles s'acquittent. Nous allons poursuivre dans la durée, en veillant tout particulièrement à renforcer les effectifs dévolus à la Sécurité publique.

L'indispensable travail d'allègement des procédures doit impérativement se poursuivre, à un rythme soutenu, afin que vous puissiez vous concentrer sur vos tâches de terrain. J'y suis absolument déterminé.

Au terme d'un dialogue de plusieurs mois avec l'ensemble des organisations syndicales de la Police et des représentants de la Gendarmerie, une feuille de route sociale d'un montant de 865 millions d'euros pour la période 2012-2020 a été conclue, revalorisant les carrières des policiers et des gendarmes.

Tout cela n'épuise pas notre action car les attentes, pour que votre métier retrouve pleinement son sens, sont immenses. C'est la raison pour laquelle, après avoir rencontré vos représentants avec votre directeur général, j'ai pris plusieurs nouvelles décisions concrètes.

Par une instruction du 19 octobre, j'ai demandé à tous les Préfets, en lien avec les Directeurs départementaux de la sécurité publique, de mener dans chaque département une concertation approfondie avec l'ensemble des personnels de la Police nationale, ainsi que vos représentants syndicaux. Je participerai moi-même à plusieurs réunions de ce type dans les commissariats de France. Cette concertation débutera dès le lundi 24 octobre et portera sur vos conditions de travail, notamment dans le domaine de l'immobilier, sur l'allègement des charges indues et sur les dotations en matériel. Les conclusions de cette concertation me seront remises au plus tard le 15 décembre pour une mise en œuvre immédiate, dès le début de l'année 2017.

En outre, et sans attendre le terme de cette concertation, j'ai décidé de mettre en œuvre, dès le mois prochain, un grand Plan pour la sécurité publique dédié aux policiers et aux gendarmes qui œuvrent à la sécurité chaque jour, au plus près des Français.

Il sera complété, à la fin de l'année, par les résultats de la concertation. Ce Plan visera notamment à assurer la poursuite et l'amplification de la remise à niveau des véhicules et des matériels d'ores et déjà mise en œuvre pour les BAC et PSIG, en particulier des équipements de protection et des moyens d'intervention (armes, véhicules ...) et de lutte contre le crime organisé. La hausse de 15% des crédits du ministère de l'Intérieur, que nous avons résolument engagée et qui se poursuit après des années de disette, le permettra.

Madame, Monsieur,

Plus que jamais, la France a besoin de ses policiers et de ses gendarmes pour la protéger et lui permettre de demeurer fidèle à ce qu'elle est : une nation républicaine et fraternelle. Je continuerai d'engager tous les moyens, sous l'autorité du Président de la République et du Premier Ministre, au service de cette grande et juste ambition.

Vous demandez le respect, nous vous le devons. Vous demandez des moyens, nous vous les donnons. Vous demandez du soutien, il vous est acquis.

Vous pouvez compter sur la force de mon engagement.

Fidèlement,



Bernard CAZENEUVE